



### **Communiqué de Presse du CODER**

Collectif pour la restauration de la Démocratie et l'ordre Républicain.

Dans la nuit du 12 août 2024, des alertes inquiétantes d'enlèvement de M. Steeve AMOUSSOU, prétendument le Frère HOUNVI, célèbre chroniqueur et analyste politique du Bénin, ont été diffusées sur plusieurs canaux d'information par ses proches.

Au regard des conditions violentes de son enlèvement à Lomé, au Togo, par des individus non identifiés, dans un style non conforme aux méthodes et pratiques régulières, il était à craindre pour sa vie.

L'annonce de sa présence dans les locaux de l'OCRC (Office Centrale de répression de la cybercriminalité) confirme que cette opération de kidnapping d'un citoyen béninois, réfugié au Togo, n'est pas étrangère aux services qui l'hébergent depuis son arrivée sur le territoire béninois.

Au delà des conditions de l'enlèvement de ce compatriote, et en attendant les explications des services étatiques compétents sur ces faits d'une gravité sans précédent, le CODER se doit de réagir.

La Démocratie dont notre pays le Bénin se réclame depuis l'historique conférence des forces vives de la nation de 1990 a des principes majeurs.

Hormis le pluralisme politique et l'état de droit, la démocratie est d'abord et avant tout, des libertés fondamentales : liberté d'expression, liberté d'association, liberté d'aller et de venir, avec une protection équitable des citoyens.

Le CODER qui a fait de ces principes démocratiques son cheval de bataille depuis les dérives hardies de 2019, se sent en droit de réagir face à l'actualité qu'est l'affaire d'enlèvement de M. Steeve AMOUSSOU.

Le CODER condamne l'enlèvement de M. Steeve AMOUSSOU et ce mode opératoire qui montrent, à suffisance, que plus aucun citoyen de l'intérieur comme de l'extérieur n'est en sécurité.

Le CODER s'insurge contre l'extrême gravité des faits et attire l'attention des autorités sur les conséquences de ces agissements d'incursions en territoire étranger qui consacrent l'isolement de notre pays dans une sous-région où les rapprochements sont plus que nécessaires face aux menaces diverses .

Le CODER tient à rappeler que le recours à la violence, à l'intimidation et à l'enlèvement pour faire taire les voix dissidentes est non seulement inacceptable, mais également contraire aux valeurs républicaines que nous prônons. Ce triste événement nous rappelle l'urgence de renforcer les mécanismes de protection des droits de l'homme dans notre pays.

Le CODER appelle à la solidarité nationale et internationale pour dénoncer cet acte contraire au respect de l'intégrité physique et des droits individuels.

Le CODER réaffirme son engagement au rétablissement de l'ordre républicain et démocratique qui est un gage de sécurité pour tous.

Le CODER invite tous les Béninois à se mobiliser pour défendre les principes démocratiques et républicains chèrement acquis par la Conférence nationale de 1990.

Le Bureau Directeur du  
CODER

Fait à Paris le 20 août 2024